

# Courrier Fédéral

N° 353

du 15.06.13 au 21.06.13

Fédération  
des Travailleurs  
de la Métallurgie CGT

ISSN 0152-3082



## ■ LUTTES et SUCCÈS

Ford Blanquefort  
Mobilisation pour sauver 1000 emplois

page 2

## ■ POLITIQUE REVENDICATIVE

Mécanic Vallée  
Rendre incontournable nos propositions

page 3

## ■ INDUSTRIE

La filière nucléaire française  
Quel avenir?

page 4 à 5

## ■ ASSOCIATION

La maternité des Bluets en danger !

page 6

## ■ LA LETTRE DE L'UFICT

Une mutuelle ce n'est pas qu'une cotisation !

pages 7 à 8

## Courrier Fédéral

Fédération des Travailleurs  
de la Métallurgie CGT  
263 rue de Paris - case 433  
93514 Montreuil cédex

Tél. 01.55.82.86.19  
Fax : 01.55.82.86.53

<http://www.ftm-cgt.fr>  
courriel : [communication@ftm-cgt.fr](mailto:communication@ftm-cgt.fr)  
Directeur de publication : Ph. Martinez  
Rédactrice en chef : L. Buchheit  
Rédactrice : M. Vergnol  
Maquette : S. Bouzidi

Hebdomadaire,  
Prix : 0,63 euro  
Abonnement annuel :  
29,61 euros

Commission paritaire  
0418 S 06474  
Imprimé par nos soins

# FORD BLANQUEFORT

## MOBILISATION POUR SAUVER 1000 EMPLOIS



*Les représentants de Ford, de la préfecture et les collectivités locales ont rendu public, le 24 mai dernier, un accord visant à pérenniser mille emplois dans l'usine de Blanquefort en Gironde. Réaction de la CGT, qui lutte depuis plusieurs années pour sauver le site et ses emplois.*

Cette journée du 24 mai est une journée importante pour nous, salariés de l'usine Ford. L'accord signé entre les pouvoirs publics et Ford Europe confirme l'engagement de Ford pour maintenir les 1000 emplois jusqu'à l'horizon 2018 et le retour du logo et du nom Ford Aquitaine Industrie pour le mois d'août 2013. Ces annonces positives sont avant tout le résultat d'une longue mobilisation déterminée pour la sauvegarde du site et des emplois. Même s'il ne s'agit que d'engagements, ce que nous avons, nous l'avons obtenu en allant le chercher.

Cela fait des années que nous bataillons face à la multinationale, que nous sollicitons les pouvoirs publics, que nous multiplions les démarches et les actions pour exercer la pression sur tous ces gens-là, pour au final essayer de sauver nos emplois, ceux de «Ford» bien sûr mais aussi les emplois des sous-traitants et tous les emplois induits dans la région. Depuis 2007, nous avons connu des rebondissements, des péripéties diverses, des hauts et des bas dans la mobilisation. Ford a vendu le site à un repreneur bidon en 2009, Ford est revenu en 2010, Ford a décidé de remettre de l'activité en 2011 et enfin Ford s'engage verbalement à maintenir 1000 emplois en 2012 jusqu'à le confirmer par un accord, avec les pouvoirs publics, avec le retour du logo en 2013.

Pendant tout ce temps, nous n'avons jamais stoppé la bataille, nous avons sans cesse résisté contre la résignation et ce qui apparaissait comme inéluctable.

Alors, ce 24 mai est un moment important, un point d'appui pour la suite. Mais, nous savons que la lutte doit

continuer. Car, il faudra plus que de la vigilance dans les mois qui viennent, il faudra agir pour encore pousser Ford à aller au bout du processus de «réindustrialisation» du site. Nous savons que pour maintenir réellement les emplois, les déclarations et engagements actuels de Ford ne suffiront pas. Avec les activités telles que celles qui se mettent en place, il n'y a du travail que pour 800 salariés maximum. Cela signifie que Ford doit faire des investissements supplémentaires, doit apporter au moins une autre activité. Ce qui n'est pas encore fait, loin de là.

En 2009, notre actualité c'était la fermeture programmée de l'usine, aujourd'hui c'est au contraire un avenir dans le court terme et un espoir pour la suite. Mais cette suite dépendra en grande partie de la capacité des salariés à agir, à maintenir la pression pour une nouvelle fois changer la donne, pour imposer à Ford de donner les moyens pour sauvegarder véritablement tous les emplois.

Nous rappelons que beaucoup trop d'emplois ont déjà été liquidés par Ford. Depuis près de 10 ans, ce sont plus d'un millier d'emplois directs supprimés. Autour de nous, ce sont des usines comme Labso ou Mod'8 à Blanquefort, comme Mondy à St Jean d'Ilac, comme Lagarde à St Loubès, comme le magasin Virgin à Bordeaux qui ferment. Rien que pour ces derniers mois. Il faut stopper l'hémorragie, stopper les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois.

Dans ce contexte social dramatique, ce Comité de Pilotage représente bien une victoire, plus précisément une victoire d'étape. La bataille va donc continuer.

## RENDRE INCONTOURNABLE NOS PROPOSITIONS

*Force de propositions, les syndicats CGT de la métallurgie, des cheminots et de l'énergie de la Mécanic vallée sont mobilisés pour la reconquête de l'emploi industriel sur le territoire. Le 8 juin dernier, ils organisaient une nouvelle initiative.*

**Alain Hebert, Animateur du Collectif CGT Mécanic Vallée**

En Mécanic Vallée, à la CGT, nous avons de la suite dans les idées pour imposer et rendre incontournables nos propositions pour le développement de l'emploi industriel, l'attractivité de nos métiers et de notre territoire.

Le samedi 8 juin, en présence des trois Secrétaires Généraux des Fédérations CGT des cheminots de l'énergie, de la métallurgie, des Secrétaires des Comités Régionaux du Limousin et de Midi-Pyrénées, dans la continuité des actions du 12 juillet 2012 à Argentat, du 4 octobre 2012 à Figeac et du 27 mars à Tulle, nous avons encore fait l'événement en réunissant plus de 250 personnes pour poser symboliquement la première pierre du projet Redenat

Ce fut une journée bien remplie pour tisser des solidarités et des convergences revendicatives concrètes, entre nos professions. Avec en toile de fond d'autres relations,

entre les donneurs d'ordres et les sous-traitants, basées sur la coopération et les complémentarités au service de l'emploi et de l'aménagement de nos régions, à l'opposé de la mise en concurrence des salariés sacrifiant nos conditions de travail et de vie sur l'hôtel des profits.

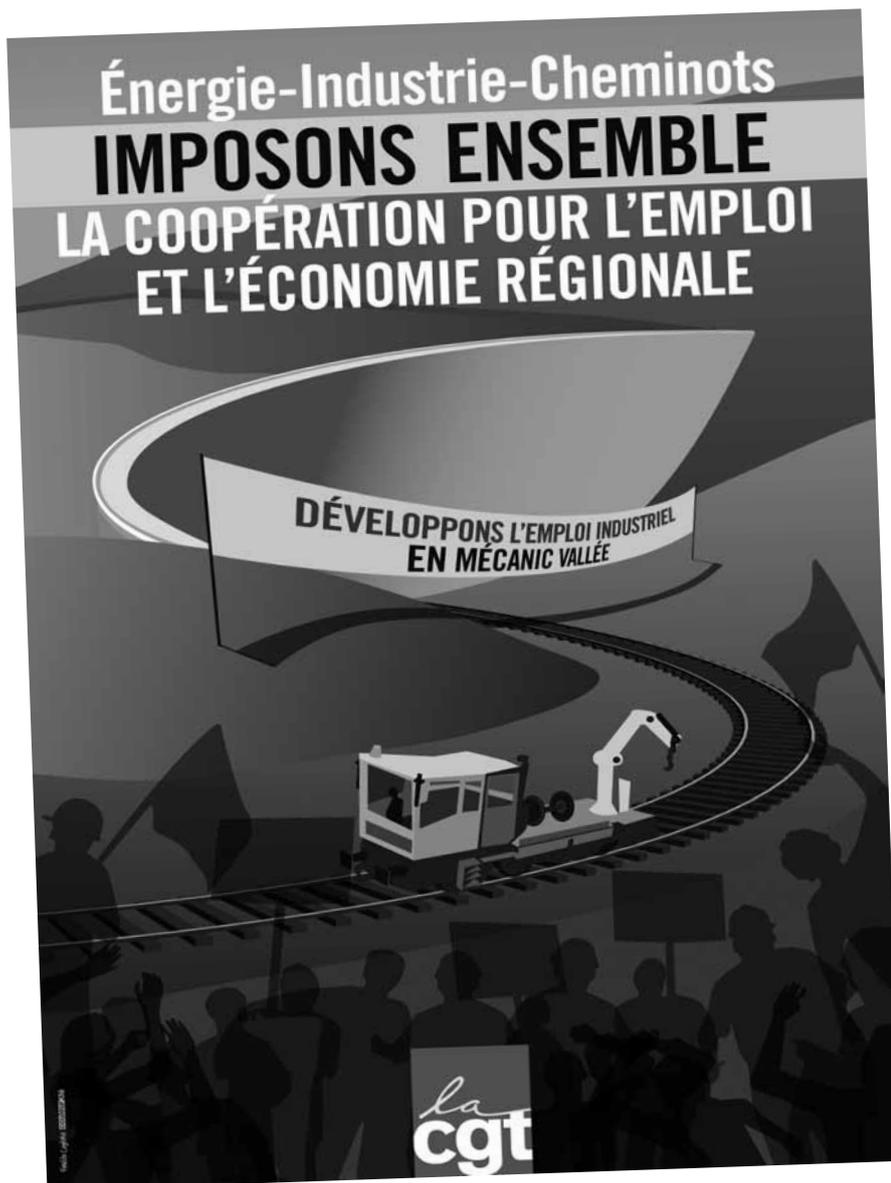
Des le début de la matinée, la visite des établissements industriels de la SNCF à Brive a montré la pertinence de nos propositions de coopérations, entre les métallos de RVI Limoges et les cheminots, pour construire les moteurs et les ponts des futures Draisines, permettant le maintien et le développement des compétences et des emplois des 2 entreprises sur 2 bassins d'emplois touchés durement par le chômage.

La reconquête de notre industrie en territoire est intimement liée au développement des services publics, et en particulier du transport et de l'énergie. La pose de la première pierre du projet Redenat n'est donc pas seulement symbolique ! Outre, le fait que l'ouvrage de la STEP (station de transfert de l'énergie par pompage) de Redenat entrainera la création de centaines d'emplois pour sa construction, et des dizaines pour son fonctionnement, elle est indispensable pour produire l'énergie nécessaire à l'industrie et aux particuliers, pour rendre attractifs nos bassins d'emplois...

Comment ne pas souligner, aussi, que notre volonté de gagner et de faire aboutir nos revendications commence à porter. En effet, lors de notre initiative, le représentant du président du Conseil Général de la Corrèze et du Sénateur Maire d'Argentat a déclaré publiquement qu'il était mandaté par les élus pour nous apporter leur soutien.

Mais soyons clairs, nous ne nous payons pas de mots, nous voulons des actes ! Nos propositions sont concrètes et réalistes. Elles portent l'avenir de l'emploi industriel de nos régions, les donneurs d'ordres sont publics, c'est donc une question de volonté politique !

En Mécanic Vallée, cheminots, électriciens et métallos, nous ne lâchons rien ! Pour rendre incontournables nos propositions, dorénavant et déjà nous avons programmé une 5ème initiative le 1er octobre à Brive lors des 15èmes rencontres patronales, où nous porterons ensemble avec les salariés l'exigence de vivre et travailler au pays.



# LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

## QUEL AVENIR ?

*Longtemps, le nucléaire fut organisé par l'Etat dans une logique de coopération entre les opérateurs et donneurs d'ordre. Aujourd'hui, la concurrence fait rage alors que la sécurité industrielle est pointée du doigt. Où en est la filière ? Interview de Jacky Masdebail, délégué central de la CGT Areva.*

### Par souci d'environnement, le nucléaire est souvent pointé du doigt.

Suite à l'accident de Fukushima, il y a eu un gel des projets à travers le monde. Cela s'explique par le traumatisme mais nous avons besoin d'analyser avec précision ce qui s'est passé : la diversité des acteurs intervenants sur le site, le temps trop long de réaction car ils pensaient pouvoir faire redémarrer les réacteurs, etc... Dans ce domaine, 24h de retard, cela peut-être catastrophique. Dans la foulée, des pays comme l'Allemagne ont annoncé la fin du nucléaire sur leur territoire, tandis que d'autres comme la Turquie, l'Inde ou la Chine souhaitent développer cette énergie.

Dans ce contexte, au regard des besoins énergétiques mondiaux et de l'analyse des problèmes écologiques, le problème prioritaire est de limiter l'émission de CO2 dans l'atmosphère. Or, l'énergie nucléaire fait partie des énergies décarbonées, qui sont nécessaires pour les décennies à venir. Mais cela ne veut pas dire que nous n'avons pas besoin d'un mixe énergétique. Il est donc nécessaire de poursuivre les recherches, notamment, avec la quatrième génération de centrale nucléaire (moins de combustible à retraiter que dans les centrales actuelles). Il s'agit, également, de développer la recherche sur le stockage de l'énergie pour l'éolien ou encore les énergies renouvelables. Ce n'est pas en contradiction. La production d'énergie nucléaire va en diminuant. Nous sommes loin d'aller vers le tout nucléaire, mais on a besoin du nucléaire comme source d'énergie car le renouvelable ne va pas remplacer l'énergie nucléaire.

### Quelle est la situation de la filière nucléaire en France ?

La filière nucléaire française a été reconnue excellente à travers le monde. Mais, nous pensons qu'il manque un pilote dans l'avion alors que l'ensemble de la filière est sous contrôle public<sup>1</sup>. Or, nous n'arrivons pas à travailler complètement ensemble. C'est incompréhensible. Je pense que l'Etat devrait jouer un rôle plus directif sur le sujet. En 2012, par exemple, EDF négociait directement avec la compagnie chinoise (CGNPC) sans inclure AREVA. Aussi, le conseil politique nucléaire a demandé l'arrêt des négociations pour que les deux entreprises françaises avancent ensemble sur la réalisation d'un 1000 mégawatt avec l'entreprise chinoise. Cette coopération nous semble incontournable pour éviter les échecs comme à Abu Dhabi et pour sauvegarder la filière nucléaire française.

De plus, il y a aussi la problématique du renouvellement du parc français. Aujourd'hui nous sommes sur la prolongation de vie des centrales jusqu'à 60 ans (sachant que la plus ancienne a 40 ans). Malgré tout, nous avons besoin de renouvellement important. D'ailleurs les décisions de fermer Fessenheim et ne pas construire Penly sont des aberrations. Pour Fessenheim, c'est d'autant plus déplorable que l'autorité de sûreté nucléaire a donné son feu vert pour perdurer l'activité du site sous réserve de travaux dont certains ont déjà été réalisés. Cette décision remet en cause l'organisme de sûreté qui à notre avis est incontournable. C'est pourquoi, nous souhaitons la mise en place d'un tel organisme à travers le monde pour éviter les problèmes de sûreté et de qualité ; Car dans ce domaine, nous n'avons pas le droit à l'erreur. Aussi, poursuivre la construction, c'est maintenir et développer les compétences.

### La sûreté nucléaire impose un savoir faire et une qualification importante des salariés. Pourtant les choix stratégiques et salariaux sont en complètes contradiction pour assurer au maximum la sécurité.

C'est en travaillant qu'on maintient les compétences. D'autant que le nucléaire demande une qualité supérieure. Et, le recours à la sous-traitance accentue le problème. Il y en a beaucoup trop. D'ailleurs, l'Agence de Sûreté Nucléaire (ASN) a déjà bloqué des fabrications avec cet argument. Il y a, aujourd'hui, jusqu'à 8 niveaux de sous-traitance or, l'ASN en préconise 3 au maximum. Ce qui est encore beaucoup si on mesure les conséquences sociales pour les salariés. De plus, cette politique engendre des conséquences sur la qualité et la sûreté ; Comme partout, une grande majorité de salariés est fier de son travail ; mais quand ils sont maltraités, ils ont tendance à lever le pied. Cela peut avoir des conséquences dramatiques dans une



filière comme la nôtre. La CGT alerte souvent sur cette question. D'autant que dans cette situation, on dilue les responsabilités en cas de problème. Le risque aussi, c'est une perte des compétences pour les salariés qui interviennent au coup par coup en fonction du marché. Aussi, quand les sous-traitants ne fabriquent plus, il y a une perte du savoir-faire ; On ne retrouve plus les structures capables de répondre aux exigences.



### **Dans ce contexte, l'annonce de 100000 embauches d'ici 2020 dans la filière est une bonne nouvelle ?**

En fait, il va y avoir beaucoup de départs. Ces embauches ne sont pas obligatoirement des créations d'emplois, ce sont en priorité des remplacements. Chez Areva, par exemple, sur 22 500 salariés environ en France, il y a aura un renouvellement d'environ 9000 salariés. Chez EDF, nous sommes dans la même situation. Le transfert de compétence est donc un enjeu important pour l'avenir. L'embauche de jeunes salariés nécessite une période d'adaptation pour l'ensemble des postes il faut donc anticiper (de l'ingénierie à la réalisation des gros équipements). D'autant que la problématique pour la filière nucléaire française, c'est de continuer à concevoir, à fabriquer et à maintenir les équipements industriels et d'ingénierie sur le territoire. Le marché présent est principalement à l'international. C'est pourquoi, nous sommes très vigilant sur les accords à l'international qui nécessite de bien analyser ce qui est localisation (pour répondre aux besoins local du marché) et délocalisation (c'est-à-dire dumping social). Pour le moment, nous arrivons à garder la propriété intellectuelle de certaines fabrications, mais pour combien de temps ?

Enfin, pour lutter contre le dumping social en France et à l'étranger, nous devons également créer des échanges entre les salariés. Aussi, la proposition de développer les comités de groupe à l'échelle mondiale me paraît intéressante; Déjà au niveau Européen, chez Areva, nous avons gagné des avancées sociales avec l'alignement des conditions sociales françaises pour nos collègues belges ou espagnols dans certains secteurs comme la transmission et la distribution.

De manière plus générale, je pense que la filière est moins attirante que dans les années 70 - 80. Le turnover chez Areva est de l'ordre de 5 %, mais si on regarde plus finement, chez les jeunes recrues, il est plus important. Ils ne sont plus confiants dans la filière car les perspectives de déroulement de carrière et de salaires se dégradent; Et les choix qui sont actuellement réalisés ne vont pas changer la donne.

### **Justement sur les choix stratégiques, quel avenir se dessine pour la filière française?**

Chez Areva, on est toujours sur les impératifs du pré-

cédent Gouvernement dont la lettre de cadrage insistait sur la nécessité de devenir autonome financièrement avec l'obtention d'un résultat à deux chiffres d'ici 2016 et économiser un milliard d'euros. Or, cela nous semble irréalisable et cela crée une pression qui peut obnubilier la Direction. Ces choix vont engendrer des conditions de travail déplorables pour les salariés et la qualité du travail risque de s'en faire ressentir. Nous n'en sommes pas encore là, mais il faut faire attention.

De plus, il manque également une politique énergétique à l'échelle européenne, ou tout au moins une coopération. De nombreux pays du vieux continent sont plutôt anti-nucléaires. Mais le problème, c'est qu'il n'y a pas d'analyse des besoins et de définition des sites d'implantation. La crise financière n'a pas aidé dans ce sens, car la filière nécessite des investissements à long terme ; La stratégie de production de l'énergie est importante d'autant que le prix de l'énergie à la sortie devient une préoccupation de plus en plus importante des ménages et influence également l'avenir de la production industrielle. Nous devons être sûrs que nos besoins seront assurés. Or, le renouvelable ne peut pas aujourd'hui assurer la demande en énergie. C'est aussi pourquoi, nous avons besoin de développer la recherche sur le nucléaire notamment pour aller vers la 4e génération de centrale car c'est une avancée technologique qui amène plus de sûreté et moins de déchet.

Il est donc primordial que l'actionnaire majoritaire c'est-à-dire les pouvoirs publics soient conscients de la situation et donnent les moyens à la filière afin d'atteindre le meilleur niveau de qualité et de sûreté, gage d'acceptation du nucléaire dans les populations

1 Areva est contrôlée à un peu moins de 85 % par le public, EDF est aussi sous contrôle public, le CEA également.

# LA MATERNITE DES BLUETS EN DANGER !

Plus de 500 personnes étaient rassemblées, le 6 juin, devant le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales, l'appel des syndicats CGT et Sud des établissements de l'Association Ambroise CROIZAT, des usagers et des professionnels réunis au sein de l'Association « Touche pas Les Bluets ».

**DANIEL Gouteffarde, Président de l'Association Ambroise CROIZAT**



De nombreux représentants des syndicats CGT de la métallurgie d'Ile de France avaient répondu présents ainsi que des représentants de nombreuses Fédérations de la CGT et de la Confédération, ainsi que des délégations des syndicats d'hôpitaux de l'AP/HP. Des élus politiques ceints de leurs écharpes avaient tenu à apporter leur soutien à la mobilisation dont l'objectif est d'obtenir rapidement de l'ARS qu'elle continue d'accompagner l'association et les établissements qu'elle gère, dans le processus de redressement amorcé depuis 10 mois et qui porte ses premiers résultats, contrairement à ce que dit l'ARS. Que tous soient remerciés pour leur engagement et leur prise de position. Toutes et tous, nous avons clairement dit notre opposition à l'actuelle T2A et l'impérieuse nécessité de réformer cette tarification dont l'actuel Président de la République en avait fait une de ses propositions de campagne. De très nombreux témoignages de solidarité parviennent de responsables politiques, syndicaux et associatifs, pour dire l'attachement de tous à la qualité des prestations proposées à la maternité des Bluets et, en particulier, l'accompagnement spécifique et tant apprécié qui respecte l'enfant et la mère. Que ce soit la question écrite au Gouvernement par le Sénateur, Pierre Laurent, aux vœux des groupes politiques du 12<sup>ème</sup> arrondissement, aux interventions de Députés, de Conseillers Généraux et Vices Présidents de Conseils Généraux ou de Conseillers Régionaux, tout cela indique que la politique de réductions des budgets sociaux ne peut qu'enfoncer un peu plus le pays dans la crise en réduisant les moyens d'en sortir.

Une délégation syndicale a été reçue par le Directeur de cabinet de la Ministre. Pour toute réponse, elle n'a eu que vagues promesses mais surtout il lui a été délivré des contre vérités. Ainsi, d'après le ministère, la T2A, qui est pourtant la source de bien des maux dont souffre l'hôpital, la T2A ne baisserait pas. C'est FAUX ! Pour 2013 elle régresse à nouveau de 0,21%. Il nous a même été dit, le 21 mai, lors du comité de suivi ARS/AAC qu'il faudrait s'habituer à sa baisse chaque année.

Dans la même logique, le transfert embryonnaire dont la mission d'appui avait indiqué la possibilité de le facturer dans le cadre d'un GHS, nous est refusé, nous privant ainsi de 316 K€ de recette. Le Ministère affirme que les MIGAC ne baissent pas. C'est VRAI ! Elles restent à près de 3 millions d'euros mais les 2/3 sont transférés vers le

Fond Inter Régional (FIR). Le ministère dit qu'il n'a pas d'interlocuteur au sein de la maternité. C'est FAUX ! Les conditions ont été créées par l'Association pour rendre effectif le redressement de la gestion dont l'ARS peut vérifier l'efficacité. D'ailleurs, cette dernière nous a reçu à maintes reprises ces derniers mois et des contacts réguliers ont lieu tant par téléphone que par mail et, à chaque fois, qu'elle le juge utile. En avril, la délégation territoriale de Paris, lors d'une réunion aux Bluets avec la Secrétaire Générale de l'Association et les équipes de l'établissement, a pu reconnaître et saluer le travail engagé. Par contre, l'ARS et son Directeur Général qui a fait sienne l'ensemble des préconisations de la mission d'appui serait bien inspirée si, par exemple, elle ne répondait pas par la négative à la création d'une unité de néonatalogie et au développement d'une activité de prélèvements chirurgicaux de sperme qui pourraient nous apporter 350K€ de recette. En faite, coincée dans les contraintes liée aux choix politiques actuels du Gouvernement, l'ARS cherche des échappatoires, des boucs émissaires, et tente de détourner le problème en indiquant ce qui d'après elle serait la cause du déficit. Elle fait preuve, en la matière, d'une originalité débordante et reprend les vieilles rengaines que l'on connaît bien. Pour elle, le déficit, serait la faute d'un personnel trop payé et pléthorique, de son statut social cotonneux, d'une gestion défailante de l'établissement, d'un loyer exorbitant et exponentiel qui pourtant est 50% inférieur au prix du marché comme nous ne cessons de le répéter. En l'occurrence, l'ARS a la mémoire bien courte puisque c'est elle même qui a accepté, dès 2002, le montant du loyer et le montage financier, allant jusqu'à nous aider à trouver le terrain. Mais peut-être se trompe-t-elle de lieu et de locataire et fait-elle allusion au loyer qu'elle verse pour l'Hôpital Sud Francilien qui est passé de 40 millions d'€ par an à 52 millions. Mais chut, c'est le groupe privé EIFFAGE qui empêche au ratissage! A l'évidence, nous sommes dans un bras de fer avec l'ARS et plus encore avec la politique actuelle. Il nous faut donc continuer d'informer, de mobiliser nos énergies et de travailler à toutes les constructions de convergences.

**Comme nous l'avons dit, la manifestation nationale, du 15 juin à 13h de Bastille à Nation, est le prochain rendez vous de lutte. J'invite tous ceux qui étaient présents le 6 juin à y participer.** Quant à nous, nous allons continuer le travail engagé de retour vers l'équilibre financier avec confiance et conviction car nous savons que des leviers existent pour cela, sans passer par les demandes infondées de la tutelle qui feint d'ignorer le travail qui se réalise. Nous allons poursuivre le redressement amorcé. Nous continuerons à nous rendre à toutes les rencontres que l'ARS nous proposera pour vérifier l'effectivité du plan d'action. Et surtout, nous attendons rapidement la concrétisation monétaire de ce qu'elle affirme en toute occasion et sur tous les tons, son intention de nous accompagner dans le redressement. Pour cela qu'elle nous en laisse le temps nécessaire.

# La lettre de L'UFICT

Courrier fédéral N° 353

du 15.06.13 au 21.06.13  
<http://www.ftm-cgt.fr/ufict.htm>

## Une mutuelle ce n'est pas qu'une cotisation !



A l'initiative de plusieurs groupes de la métallurgie (Renault-Trucks, Ascometall, Safran et sûrement d'autres), des négociations vont s'ouvrir sur les frais de santé et la prévoyance. L'objectif : un gestionnaire unique pour générer des gains financiers et prendre la main sur la protection sociale.

Beaucoup de salariés ont des problèmes de pouvoir d'achat et sans doute seront-ils satisfaits de cotiser moins, puisqu'une partie de ces frais de santé sont à leur charge, d'autres verront au contraire une opportunité d'accroître le niveau des prestations.

Rappelons néanmoins qu'aujourd'hui, sur la base du SMIC, embaucher un jeune BTS revient au même que d'embaucher un jeune CAP il y a 30 ans ! Les jeunes générations d'ingénieurs constatent un très net tassement de leur salaire d'embauche par rapport à celui de leurs aînés.

Il y a donc bien plus d'intérêts à lutter et négocier sur la revalorisation des salaires et la reconstruction des grilles de classification que de compter sur une baisse de cotisation pour acquérir une réelle augmentation de son pouvoir d'achat.

### **Augmenter le salaire, est le moyen le plus sûr d'assurer l'avenir de notre protection sociale !**

Le gain immédiat de pouvoir d'achat qui résulterait de vraies augmentations de salaire et de la reconstruction des grilles de classifications créerait un véritable appel d'air pour l'emploi, les prestations sociales et pour la consommation.

Cela réduirait aussi la course aux bas salaires pour lesquels le patronat touche aujourd'hui des exonérations de cotisations au nom du « coût du travail ». Mais le patronat n'a jamais accepté que la protection sociale soit financée à partir des salaires et directement à la source !

Il est légitime en tant que salarié de commencer par s'inquiéter avant tout du salaire net. Mais nous savons aussi que personne ne peut prendre le risque de voir disparaître les cotisations et de fait la sécurité sociale, la retraite, la protection contre le chômage, etc...

Ne considérer que son salaire net, ce serait accepter de ne plus voir, dans le travail et dans la progression de son efficacité, la possibilité de développer le progrès social et l'émancipation humaine.

La CGT est donc bien décidée à ne jamais abandonner le combat et l'ambition que défend le syndicalisme depuis son origine, à savoir : l'amélioration des conditions de travail et de vie, la reconnaissance du contenu du travail et la création de richesses par un bon salaire et une contribution permettant une protection sociale de haut niveau pour tous.

Cela nous rappelle à quel point le tassement des salaires et l'affaiblissement de la reconnaissance des qualifications des ICT depuis l'avènement du libéralisme sont au cœur de la problématique des ressources de notre système de protection sociale. Le dernier débat intervenu sur le mode d'attribution des prestations familiales a montré une réalité crue : 88% des familles ont un revenu inférieur à 5000€ avec un salariat composé de plus de 40% d'ICT.

La cotisation sociale n'est pas une « charge », c'est une socialisation, une mise en commun d'une partie de la valeur ajoutée de l'entreprise. D'abord, signalons que les termes « cotisations salariales » et « cotisations patronales » sont impropres. En effet, la valeur ajoutée est en totalité créée par le travail des salariés de l'entreprise. Il ne devrait donc pas y avoir de distinction entre deux types de cotisations. Ce ne sont pas les patrons qui cotisent, mais bien l'entreprise, sur la base de la valeur ajoutée produite par les salariés, et ce au bénéfice de toute la société.

C'est en effet grâce à la cotisation sociale que les personnes âgées sont sorties massivement de la pauvreté en moins de 50 ans, c'est aussi grâce à la cotisation sociale que la santé des français s'est considérablement améliorée.

Le volume relatif que représente la cotisation sociale n'a fait qu'augmenter entre 1945, date de la création de la sécurité sociale et 1995, pour passer de 8 % à près de 25 %. La part la plus importante de cette augmentation a d'ailleurs été conquise avant la fin des années 1970. Nous pouvons affirmer que la bonne situation économique associée à un rapport de forces favorable aux salariés lors des « 30 glorieuses » est une conséquence de l'augmentation de la cotisation sociale ayant permis une meilleure répartition des richesses.

Pendant la crise de 2008 le président Sarkozy reconnaissait lui-même que les effets de la crise étaient amoindris par le système social français. Le 2<sup>ème</sup> élément positif c'est le développement de la qualité des soins en France à travers l'hôpital public, la recherche médicale publique, les CHU... autant d'atouts irremplaçables gravement menacés aujourd'hui.

Quelques connaissances sur l'histoire de la sécurité sociale qu'il faut connaître pour comprendre ce qui se cache derrière de telles négociations.

Au début du 20<sup>ème</sup> siècle le syndicalisme se définit plutôt par la volonté de lutter collectivement pour l'amélioration de la condition ouvrière, entraînant



parfois des grèves très dures, concernant la pénibilité au travail, les salaires, la durée du temps de travail, mais aussi pour une meilleure protection de la santé, tout cela dans une perspective révolutionnaire. Par contre, le mutualisme s'écarte des luttes sociales collectives, prône plutôt une protection individuelle avec des garanties souscrites personnellement.

Le 15 mars 1944 le CNR (Conseil National de la Résistance) adopte plusieurs propositions dont une qui est un plan complet de sécurité sociale. C'est sur la base de ce

plan qu'Ambroise Croizat (ministre du travail) mettra en place le système de protection sociale solidaire dont nous héritons aujourd'hui. L'objectif est d'avoir une institution unique obligatoire couvrant l'ensemble des risques sociaux, maladie, vieillesse, accident, invalidité. La couverture est étendue à tous les citoyens avec la volonté de la généraliser à court terme et de reprendre ce qui était, jusque-là, géré par les assurances privées.

Autre objectif : la solidarité. C'est la pierre angulaire du système et ce que l'on appelle la solidarité inter-génération.

Enfin, la démocratie, car seule une gestion par les intéressés eux-mêmes peut garantir que la santé reste un droit fondamental pour tous. (Au départ les 1ers conseils d'administration de la sécurité sociale sont gérés par ¾ d'administrateurs représentant les travailleurs et ¼ le patronat). Ce principe tombera en 1967 par ordonnances.

Dès 1945 certaines professions avaient refusé de s'y intégrer, (les agriculteurs, les commerçants,..) depuis ils l'ont tous rejoint du fait des faillites de leur système d'assurance...tiens donc ! Les mutuelles vont également le refuser. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'aujourd'hui les mutuelles n'arrêtent pas de se regrouper pour être plus fortes. C'est ici la preuve que le renforcement et le développement du régime de base (La sécurité sociale) constituent le seul moyen efficace pour garantir et pérenniser le système. C'est d'ailleurs également vrai pour la retraite !

Nous le voyons, l'enjeu avec nos mutuelles, c'est à la fois une question financière (due en particulier à la baisse de la cotisation employeur) mais surtout le choix d'un modèle de protection sociale. Tout ce que proposent les directions dans ces groupes est une manière de privilégier les assurances privées pour une protection individualisée.

La CGT affirme qu'il est donc grand temps, pour nous salariés, de nous réapproprier notre protection sociale, de décider ce que nous voulons qu'elle devienne et surtout comment doivent être utilisées les richesses que nous produisons.

A suivre...

